



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.3/45/L.76
23 novembre 1990

ORIGINAL : FRANCAIS

Quarante-cinquième session
TROISIÈME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, France, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe : projet de résolution

Aide humanitaire aux réfugiés et personnes déplacées à Djibouti

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 44/150 du 15 décembre 1989 sur l'aide humanitaire aux réfugiés à Djibouti, ainsi que toutes ses résolutions antérieures sur cette question,

Ayant examiné le rapport 1/ du Secrétaire général sur l'aide humanitaire aux réfugiés à Djibouti,

1/ A/45/445.

Profondément préoccupée par l'afflux récent de plus de cinquante mille personnes déplacées hors de leur pays, qui ajoute beaucoup encore à la charge déjà lourde que les problèmes de réfugiés font peser sur Djibouti,

Notant que Djibouti est considéré un des pays les moins avancés et que l'afflux récent et massif de personnes déplacées hors de leur pays ainsi que la présence continue de réfugiés ont mis à rude épreuve l'infrastructure socio-économique inadéquate,

Notant également que la situation ainsi créée a eu pour effet de disperser les maigres ressources du pays et à les orienter vers les secours d'urgence et les mesures préventives au détriment de son développement économique,

Appréciant les efforts résolus et constants que déploie le Gouvernement djiboutien pour faire face aux besoins croissants des réfugiés et personnes déplacées hors de leurs pays,

Notant avec satisfaction les démarches entreprises par le Gouvernement djiboutien, en étroite collaboration avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, pour la mise en oeuvre des solutions appropriées et durables en faveur des réfugiés et personnes déplacées hors de leur pays à Djibouti,

Notant également avec satisfaction qu'en dépit des obstacles d'ordre matériel, social et économique auxquels Djibouti doit faire face, plus de sept mille réfugiés ont été installés par le passé et intégrés dans le pays,

Appréciant l'assistance fournie par les Etats Membres, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que les institutions bénévoles aux programmes de secours et de relèvement en faveur des réfugiés et personnes déplacées hors de leur pays,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur l'aide humanitaire aux réfugiés à Djibouti et apprécie les efforts que déploie le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés afin de suivre leur situation en permanence;

2. Se félicite des démarches entreprises par le Gouvernement djiboutien, en étroite collaboration avec le Haut Commissaire, pour mettre en oeuvre des solutions appropriées et durables en faveur des réfugiés et personnes déplacées hors de leur pays à Djibouti;

3. Sait gré aux Etats Membres, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'aux institutions bénévoles de leur aide aux programmes de secours et de relèvement en faveur des réfugiés et des personnes déplacées hors de leur pays à Djibouti;

4. Prie instamment le Haut Commissaire d'intensifier ses efforts pour mobiliser d'urgence les ressources nécessaires pour mettre en oeuvre des solutions durables en faveur des réfugiés à Djibouti ainsi qu'à l'afflux croissant des personnes déplacées hors de leur pays;

5. Demande à tous les Etats Membres et aux organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales de continuer à soutenir les efforts résolus et constants du Gouvernement djiboutien pour répondre aux besoins urgents des réfugiés et personnes déplacées hors de leur pays et pour mettre en oeuvre des solutions durables à leur situation;

6. Prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'application de la présente résolution lors de sa quarante-sixième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.
